

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Angers, le 22 septembre 2023

Journées nationales de France urbaine
**Face aux crises sociale, climatique et démocratique,
il faut rallumer la flamme de la décentralisation
et faire vivre le pacte républicain**

France urbaine tenait ces 21 et 22 septembre 2023 la 6^e édition de ses Journées nationales à Angers. En présence de Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et de Dominique Faure, ministre des Collectivités territoriales et de la ruralité, les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles de France ont porté une ambition forte : contribuer collectivement au dialogue et à faire vivre le pacte républicain face aux fractures sociales et territoriales, à la montée des tensions dans le pays. Près de 900 élus et agents publics des grandes villes et métropoles qui représentent 30 millions d'habitants ont exprimé à la fois la volonté d'un Etat fort et stratège et le besoin de rallumer la flamme de la décentralisation.

Les élus locaux ont rappelé l'exposition des grandes villes aux enjeux sociaux et environnementaux, en particulier la crise du logement qui frappe les territoires urbains, la désertification médicale qui touche les cœurs de villes et quartiers prioritaires, la montée de l'insécurité qu'entraîne l'enracinement du trafic de drogues ou encore les enjeux de financement de la transition écologique.

Sur tous ces sujets, les grandes villes sont mobilisées. Elles dialoguent constamment avec l'État mais elles attendent de passer du temps des réunions à celui des décisions.

Ces Journées nationales de France urbaine ont ainsi permis de rappeler plusieurs demandes fortes de l'association :

- **Le droit à vivre en bonne santé est un pilier de notre pacte républicain** : France urbaine appelle à une mobilisation collective pour lutter contre les déserts médicaux, qui touchent aussi nos territoires urbains, et une mobilisation de l'État sur les enjeux de santé mentale.
- **Le droit à la sécurité est dû à chacune et chacun de nos concitoyens** : dans une tribune transpartisane, 50 élus demandent un plan national et européen de lutte contre le trafic de stupéfiants, qui impacte de plus en plus les villes moyennes et même les plus petites villes. Ils en appellent notamment à aller plus loin sur le gel et la saisie des avoirs criminels et des sommes phénoménales générées par ces trafics. France urbaine alerte également sur la nécessité de territorialiser les moyens de la justice en fonction de la pression démographique et du nombre de délits constatés.

- **Répondre à la crise majeure du logement en France** : France urbaine appelle l'État à un effort massif pour la construction de logement social et très social, et réaffirme la nécessité de faire davantage confiance aux territoires en engageant des expérimentations, notamment sur les zonages, les meublés de tourisme et la maîtrise du foncier, mais aussi en leur déléguant les crédits destinés aux aides à la rénovation énergétique.
- **Le financement de la transition écologique suppose** de la clarté dans les engagements, des priorités et une territorialisation des moyens. Les élus des grandes villes et métropoles accueillent favorablement l'annonce d'un effort d'investissement nouveau pour 2024 et une augmentation du Fonds vert de 500 millions d'euros. France urbaine salue d'ores et déjà la perspective annoncée par le ministre d'une pluriannualité dans le financement des contrats de réussite de la transition écologique (CRTE). Parce que les grandes villes concentrent 2/3 des émissions de GES, elles revendiquent 2/3 des financements. C'est pour France urbaine la clé de répartition la plus efficace. Autre enjeu de cette planification écologique : les transports publics. Ils sont un levier fondamental car ils sont bons pour le climat et bons pour le pouvoir d'achat. Les élus urbains conviennent que le modèle actuel de financement est à bout de souffle. C'est pourquoi des décisions doivent être prises très vite à ce sujet, pour tous les réseaux : ceux de province comme ceux d'île de France. Deux poids deux mesures serait inacceptable.
- **Pour la stabilité des perspectives financières dans la durée.** Enfin, France urbaine qui s'est à nouveau félicité de la fin de la contractualisation financière et de la récente décision sur le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), rappelle à quelques jours de la présentation du projet de loi de finances 2024 cette nécessité d'assurer l'autonomie financière, la stabilité des perspectives financières dans la durée ainsi que la nécessité de mettre un terme à l'érosion continue des ressources de nos grandes collectivités.

« Nous sommes pour un Etat fort, un Etat stratège, mais la France a besoin de rallumer la flamme de la décentralisation. L'État doit nous faire confiance. Nous l'avons prouvé pendant le Covid : nos collectivités sont réactives et opérationnelles. Nous le prouvons encore en jouant un rôle déterminant d'amortisseur face à la précarité. » a rappelé Johanna Rolland, présidente de France urbaine. **« Je porte aujourd'hui la voix des grandes villes et les métropoles pour dire que nous sommes au rendez-vous pour agir et pour vous inviter à vous saisir de nos propositions, pour améliorer la vie de toutes et tous, dans nos villes, mais aussi dans tout le pays. Parce que notre boussole, c'est le service de l'intérêt général. »** a-t-elle conclu en s'adressant à Christophe Béchu représentant du Gouvernement lors de la clôture de ces Journées nationales de France urbaine.

Contact presse :

Sébastien TISON – s.tison@franceurbaine.org – 07 72 29 38 01